

Titre de la séance: Table ronde sur l'archivage électronique des documents

Animateurs/Panélistes :

M. Bob Stern, ancien président du Center for Governmental Studies à Los Angeles

M. Albert Grimes, directeur des technologies de l'information et de la communication au Bureau du financement des campagnes et des partis politiques du Massachusetts

M. Craig Holman, lobbyiste en affaires gouvernementales Public Citizen de Washington, D.C.

Mme Denise Roth Barber, directrice administrative, National Institute on Money in State Politics de Montana

Date et heure : Le dimanche 8 décembre 2013, 9h30

Rapporteur : Simon Bérubé

Résumé de la séance

En cours de séance, tous les participants ont dressé un portrait de la situation dans leur organisation, mettant l'emphase sur les défis rencontrés dans le processus d'élaboration et de divulgation des divers documents et bases de données portant, entre autres, sur le financement électoral, les conflits d'intérêts et le lobbyisme.

Parmi ces défis, notons la croissance du nombre de documents à être traités et mis en ligne, la désuétude de certains logiciels et le besoin de réviser les systèmes de manière récurrente. Les coûts liés au développement des programmes et le recours à des ressources externes en matière de technologies de l'information ont également été abordés.

M. Grimes a présenté le site Internet de son organisation, sur lequel les intervenants peuvent déposer divers documents requis en vertu de la loi. Par ailleurs, il est possible d'y effectuer une recherche efficace en matière, notamment, de contributions politiques et de dépenses électorales. À titre d'exemple, grâce à divers filtres intuitifs, le chercheur aura accès aux rapports déposés par l'officier élu, de même qu'à l'information concernant ses contributeurs, la raison de leur don politique (en faveur ou opposé) et la nature du montant donné. M. Grimes mentionne que toute l'information contenue sur le site l'est de manière permanente. Il a également été possible de faire de très substantielles économies en ayant recours au «nuage informatique», plutôt qu'aux serveurs physiques.

Mme Barber a présenté le site de son organisation, followthemoney.org, qui se veut un outil de divulgation le plus complet possible des données liées au financement politique des élus et à l'action des lobbyistes au niveau des États fédérés. Son organisation émet également des bulletins évaluant la transparence de ces données pour chacun des États. En matière de lobbying, il est primordial, selon elle, de retrouver les informations sur les clients des lobbyistes, les dépenses associées à leurs actions et la cible de ces derniers (branche législative ou exécutive).

M. Holman a fait l'énumération de certaines provisions devant essentiellement être comprises dans une législation visant à contrôler les contributions politiques des entreprises faisant affaires avec les gouvernements. Selon lui, on doit retrouver une définition d'«entité d'affaires» qui engloberait le personnel de direction des entreprises, incluant des dirigeants clés et des employés. Un programme de pré-certification est nécessaire afin de démontrer la conformité des entreprises avec la législation. Enfin, un système de divulgation complet des données, essentielle à la mise en œuvre de la loi, doit être développé.

Au terme de la table ronde, quelques pistes de solution ont été lancées pour faciliter le développement de systèmes d'archivage électronique efficaces et accessibles. Parmi celles-ci, mentionnons la possibilité d'effectuer des recherches et de télécharger la base de données de manière conviviale. Les besoins en entretien du site et du logiciel doivent être bas. Il est, par ailleurs, recommandé de produire le logiciel à l'interne ou de s'assurer de pouvoir conserver les codes de programmation et la propriété intellectuelle sur les données. Enfin, la consultation du public est essentielle tout au cours du processus d'élaboration de la plate-forme afin de s'assurer qu'elle soit conviviale et qu'elle réponde aux besoins des utilisateurs.